Réflexions féminines sur la défense générale : allocution

Autor(en): **Walliser-Klunge, Marie-Pierre**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **136 (1991)**

Heft 7-8

PDF erstellt am: **28.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-345116

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

ERSCHLOSSEN EMDDOK
MF 402 11589

Réflexions féminines sur la défense générale

Allocution de Mme Marie-Pierre Walliser-Klunge au rapport 1991 de la zo ter 1

Monsieur le Ministre,
Monsieur de Divisionnaire,
Mesdames, Messieurs les Officiers
Mesdames, Messieurs les partenaires des Officiers,

Sans doute puis-je m'adresser à Mesdames les secrétaires et les blanchisseuses de Messieurs les Officiers, alors que je ne suis pas sûre d'interpeller réellement quelqu'un en m'adressant à Messieurs les secrétaires et les blanchisseurs de Mesdames les Officiers...

L'occasion invite aux jeux de mots, comme chaque fois qu'il est question d'égalité. Il faudra d'ailleurs bien en parler aujourd'hui, puisque ce sont vingt ans de droit de vote des femmes et dix ans d'égalité entre hommes et femmes qui me valent le redoutable honneur d'être ici.

Comme vous le savez, la langue est rebelle, le français encore plus que l'allemand, puisqu'il n'accorde ni féminin aux recteurs, ni masculin aux recrues et aux sentinelles.

A moins que vous ne vous apprêtiez à innover en l'honneur des 700 ans de la Confédération qui coïncident avec 20 ans de ce que vous savez et 10 ans de ce que vous savez aussi. A côté des bonnes recrues du Service féminin de l'armée, vous pourriez accueillir de «bons recrus», et au lieu de belles sentinelles, vous feriez garder camps et casernes par de «beaux sentineaux».

Mais passons...

Par les présentes réflexions, j'aimerais poser une seule question, une question archisimple, à vous de juger si elle est casse-cou ou candide: **l'armée de milice a-t-elle encore sa raison d'être?** Je précise tout de suite que la question porte sur *milice* et non sur *armée*.

Madame Marie-Pierre Walliser-Klunge, Recteur du gymnase français de Bienne.

Ne vous en faites pas, la question ne se veut pas trop provocatrice. Le 26 novembre 1989 est passé, je n'y reviendrai pas. Le peuple suisse a alors décidé à une majorité des deux tiers d'être logique avec lui-même et de maintenir son assurance collective.

Le peuple le plus assuré du monde au niveau individuel, ce peuple si soucieux de sa sécurité sur le plan personnel – «Chéri(e), as-tu bien fermé la porte à clé?» –, ce peuple qui s'impose par voie législative, voire constitutionnelle, des assurances maladie, ménage, feu et autre invalidité, ce peuple qui confond rente et assurance (sinon nous n'appellerions pas notre rente vieillesse «Assurance vieillesse» – comme si la vieillesse était un risque à couvrir), ce peuple donc a choisi de maintenir son assurance collective.

Avec une restriction toutefois: les coûts doivent diminuer, tandis que grimpent les primes de toutes les assurances personnelles... Mais cela est un autre chapitre.

L'armée de milice a-t-elle encore sa raison d'être? Nous aborderons la question en trois volets, sans la moindre prétention d'être exhaustifs, tant il est vrai que la question est inépuisable:

– ***«la défense en marge du temps»***, *c'est-à-dire la défense générale face aux changements sociaux qui sont en grande partie liés à l'égalité entre hommes et femmes,*

– ***«l'armée de l'ogre»***, *c'est-à-dire les ressources humaines et les ressources matérielles dont dispose l'armée,*

– ***«l'armée de l'ombre»***, *c'est-à-dire la retraite progressive de l'armée dans ce dernier quart de siècle.*

D'emblée, il faut encore une fois que je vous rassure.

Je ne pouvais pas venir ici aujourd'hui proclamer que l'armée de milice n'a plus sa raison d'être.

Mais comme je ne peux pas non plus répondre sans hésiter qu'elle a encore toute sa raison d'être, j'aimerais que mes quelques propos – qui n'apporteront pas de réponse – encouragent ceux qui sont compétents en la matière à poser la question à leur tour et à y donner une réponse plus claire que je ne saurais le faire.

Vous avez entendu ce que j'ose appeler mon «échauffement» en français. Je vous présenterai les volets 1 et 3 de mes propos en allemand, le volet 2 et la conclusion en français.

A défaut de faire justice à chacun par la pensée, j'espère ainsi au moins faire justice à chacun par la parole.

1 La défense en marge du temps

Allons à contre-courant, commençons par l'inégalité.

Les rares fois où, ces dernières années, je me suis trouvée en présence d'officiers, j'ai été frappée par une attitude devenue si rare qu'il vaut la peine de s'y arrêter: je veux parler de la courtoisie.

Au-delà des conventions sociales, la courtoisie est une manière pour l'homme – être fort – de signaler à la femme – être faible – qu'il n'utilisera pas sa force.

Voilà qui est rassurant.

Au moment où l'on parle beaucoup de victimes d'actes de violence, on constate avec soulagement que, dans l'armée, là où il y a par définition le plus grand potentiel de violence, celle-ci est contenue dans les relations humaines (je n'ignore pas le corollaire de la courtoisie, les grivoiseries, mais elles se font au moins en l'absence des personnes visées).

Cependant, aurions-nous besoin de courtoisie s'il y avait égalité? Bien sûr que non. La courtoisie est nécessairement ambiguë: «Vous êtes faible, Madame, mais je vous offre la paix du fort...»

Ambiguë non seulement parce que l'égalité sur le plan juridique ne correspond pas à l'égalité sur le plan physique, et que la confusion n'est pas encore morte, mais aussi parce que la tentation de conclure de la force au pouvoir est ancestrale.

En ce qui me concerne, je ne trouve la courtoisie ni démodée, ni déplacée. N'ayant pas de force, j'ai peur de toute manifestation de violence, et je suis reconnaissante qu'il existe cette futilité à mon avis vitale qu'est la courtoisie.

Avec beaucoup de finesse, le troubadour bernois Mani Matter présentait le problème du point de vue masculin de la manière suivante:

Mani Matter – Hemmige

Il y a des gens qui ne pourraient jamais chanter une chanson comme moi maintenant parce qu'ils se gênent.

Je sais, on transpire, on a la gorge serrée, et pourtant, ce n'est peut-être pas si grave, c'est peut-être même une bonne chose, sans qu'on se l'avoue, qu'on se gêne.

Qu'on imagine les hommes, s'ils étaient autrement, et ils voient passer une jolie fille: maintenant, on se contente de regarder un peu ses jambes, parce qu'on se gêne.

Voilà pour ce qui est de l'inégalité et de son pendant civilisé.

D'ailleurs, la dernière strophe de la chanson prouve qu'en dépit des apparences, je ne suis pas du tout si loin des problèmes de sécurité:

Et quand on voit ce qui menace aujourd'hui l'humanité, on voit tout noir, pas seulement tout rouge, et tout ce qu'on peut encore espérer,
c'est qu'ils se gênent.[1]

Passons à l'égalité.

L'émancipation de la femme ne lui a pas seulement permis de sortir de son foyer, elle a aussi permis à l'homme d'y rentrer. C'est l'aspect qui va nous intéresser ici.

En effet, la femme n'a pas été seule à prendre conscience de la valeur de son travail. L'homme s'est non seulement mis à comprendre ce que signifie «my home is my castle», il s'est aussi mis à participer à sa vie et à son entretien.

Je ne parle pas des couples dont les deux membres partagent scrupuleusement le travail ménager et qui restent des exceptions. Je pense aux hommes qui sont de plus en plus nombreux à reconnaître la valeur de la vie domestique, tout en assurant l'essentiel du revenu de la famille.

Les conséquences? Ils ont d'autres priorités.

En particulier, le travail de milice passe au second plan.

Nous vivons – caractéristique suisse s'il en est – dans une société fondée sur l'esprit de milice. Le problème, c'est que les miliciens font de plus en plus défaut.

---

[1] trad. M.-P. W.

L'esprit de milice implique que l'on mette son temps à la disposition de la communauté. Mais voilà que, depuis un demi-siècle, on nous répète que «time is money», et la leçon porte ses fruits. Or, l'esprit de milice est exactement le contraire, l'engagement de beaucoup de temps pour peu d'argent.

Nous savons que notre société d'abondance a peu le sens du sacrifice. Il faut donc demander quelles sont les compensations à l'engagement de beaucoup de temps pour peu d'argent.

En d'autres termes, il faut poser la question de l'offre et de la demande, en oubliant momentanément la distinction entre l'obligation de servir pour l'homme et le volontariat pour la femme, en admettant comme hypothèse de travail que le service est facultatif. Cette hypothèse permet de poser plus froidement la question de l'offre et de la demande.

Voyez toutes les enquêtes faites en Suisse et à l'étranger ces derniers temps sur les jeunes des deux sexes, elles disent toutes la même chose: les jeunes ne sont plus guère sensibles à la gloire et aux honneurs, ils sont attirés par la vie de famille et les satisfactions personnelles, traduisez: par les loisirs.

Même la réussite professionnelle n'est pas prioritaire, le plaisir au travail prime, et c'est tout à leur honneur. En outre, à de rares exceptions près, leur esprit d'aventure est satisfait par procuration télévisée ou par la possession d'un deux-roues.

Question: qu'est-ce que l'armée peut offrir à ces jeunes des deux sexes, maintenant que la vie civile a pris en charge le sport et la formation de cadres, et que les menaces potentielles – conflits ou catastrophes – sont si abstraites qu'elles ne pèsent pas lourd face à l'individualisme de la société d'abondance?

Nous savons que la vie politique, qui repose elle aussi sur l'esprit de milice, connaît également des problèmes de motivation et de relève, bien que de manière peut-être moins marquée que l'armée.

En effet, les faiseurs d'opinion sont plus attentifs aux heurs et malheurs des politiciens que des militaires, et le plaisir secret de lire son nom dans le journal reste une compensation inavouée de bien des efforts, à une époque qui a remplacé l'honneur par le vedettariat... fût-il lilliputien.

Si, pour cause de surcharge, on renonçait au principe de milice au niveau fédéral dans le domaine politique, pourrait-on le maintenir dans le domaine militaire? La question est posée...

«Time is money» – «Money is time», pourrions-nous ajouter. A l'époque où fut introduit le système de milice, l'argent était moins abondant qu'aujourd'hui où il peut être réinvesti en temps. Non pas en temps de service civique – politique ou militaire – mais en temps de loisirs. Il faut du temps pour faire les voyages qu'on a les moyens de se payer!

Etes-vous sûrs que si vous aviez eu le choix entre des mois de service militaire et le tour du monde, vous auriez choisi la caserne, même avec un galon au bout? Admettez que, présenté ainsi, l'idéalisme du milicien tient de l'angélisme... et je n'ai pas parlé de la construction de l'Europe!

L'avenir nous dira si l'esprit de milice est seulement en crise ou s'il est carrément en voie de disparition. Il se porte en tout cas mal.

Bien que typiquement suisse, il est ébranlé par ces deux phénomènes d'échelle mondiale, qui sont d'ailleurs plus liés qu'on veut bien l'admettre en général: le bien-être matériel et l'émancipation de la femme, qui ont l'un et l'autre profondément transformé l'échelle des valeurs de la société en général et du couple en particulier.

En effet, les membres d'un couple qui ont choisi librement de vivre ensemble – plus librement aujourd'hui que jamais, c'est-à-dire avec moins de contraintes économiques que jamais – passent aussi une plus grande partie de leur temps ensemble, quitte à se séparer après quelques années. Tant qu'ils restent ensemble, c'est au profit de la vie familiale et des loisirs, mais au détriment de l'esprit de milice.

Il s'agit là de faits que chacun jugera selon ses convictions, mais qui soulèvent nécessairement la question suivante:

Ne serait-il pas temps d'envisager une armée professionnelle? Une armée qui ne ferait plus appel à un esprit de milice malade, mais qui aurait les moyens de compenser les efforts consentis par des avantages réels, comme, pour ne citer qu'un exemple, les études aux USA?

2 L'armée de l'ogre

Dans une des fanfaronnades dont il a le secret, Saddam Hussein a déclaré, avant le début des hostilités, que l'opinion publique américaine ne supporterait pas 10 000 morts, alors que lui-même pouvait en supporter plus d'un million.

Il se plaçait alors dans une logique qui a été largement confirmée: les riches font la guerre avec des armes, les pauvres la font avec des âmes.

Dans cette optique, la Suisse est-elle riche ou pauvre?

Il semble qu'il y ait un certain consensus sur le fait que militairement, la Suisse ne soit pas directement menacée. Par contre, les spécialistes n'excluent pas qu'elle puisse être entraînée dans un conflit, risque d'autant moins négligeable que les conflits régionaux sont devenus plus nombreux.

Si tel devait être le cas, on aimerait que la Suisse se trouve du côté des riches, c'est-à-dire qu'elle dispose de suffisamment de ressources matérielles pour sauvegarder les ressources humaines.

Qu'en est-il? Je l'ignore.

Pour la dixième fois, cette année, je remettrai des certificats de maturité à des bacheliers qui, en grande majorité, font une école de recrues après le gymnase. Que deviendraient-ils en cas de conflit ou de catastrophe?

Pour utiliser une expression de Dürrenmatt, je dirai que je manque d'imagination pour éluder la question.

Je suis plus attachée à mes élèves qu'à mon portemonnaie. C'est pourquoi je suis toujours surprise lorsque j'entends certains milieux réclamer une diminution des dépenses militaires dans le domaine de l'armement.

Diminuer les dépenses en armement, n'est-ce pas la guerre avec les âmes au lieu de la guerre avec les armes? Or, ces mêmes milieux décrivent les atrocités de la guerre et proclament la priorité absolue de la vie humaine avec une rhétorique qui n'est pas dépourvue de démagogie. Pourquoi ne demandent-ils pas une diminution des effectifs?

Il y a des images d'enfance qui ne vous quittent pas. Je pense personnellement à celle de l'Ogre du Kornhausplatz à Berne, et à celle de Gretel obligée d'engraisser Hänsel pour la sorcière qui veut les manger tous les deux.

Pour évoquer la même angoisse, l'imagerie militaire parle de chair à canon.

J'ai comparé quelques chiffres. Oh, je sais, on fait dire aux chiffres ce qu'on veut, surtout quand on n'y comprend rien. Je me lance tout de même, en tirant mes informations de la documentation des partis en vue de la votation du 26.11.89 et de la publication *Military Balance 1990-1991* de l'Institut international d'études stratégiques à Londres.

Si je divise le nombre d'habitants d'un Etat par le nombre de ses soldats – actifs et réservistes ensemble–, j'obtiens une proportion qui m'indique l'importance des troupes par rapport à la population.

Ainsi, pour 150 millions d'habitants, les Etats-Unis d'Amérique ont 5 millions de soldats, ce qui représente 1 soldat pour 50 habitants.

Sachant que les USA consacrent 6,4% de leur produit national brut à la défense, je peux en déduire que cela représente une très grosse somme par soldat. C'est ce que j'ai appelé une armée de riches.

Revenons en Europe.

La France dépense 4% de son PNB pour la défense et entretient 1 soldat pour 31 habitants,

l'Allemagne 3,1% de son PNB avec 1 soldat pour 47 habitants,

les Pays-Bas 3,1% de leur PNB avec 1 soldat pour 57 habitants,

la Belgique 2,9% de son PNB avec 1 soldat pour 18 habitants,

la Suisse 1,8% de son PNB avec 1 soldat pour 10 habitants,

ou, pour prendre les chiffres du projet «Armée 95», un plus petit pourcentage de son PNB avec 1 soldat pour 14 habitants, ce qui ne change pas beaucoup les choses.

Manifestement, la Suisse a beaucoup de soldats par rapport aux habitants, mais elle dépense proportionnellement peu par soldat en comparaison des autres pays industrialisés.

Face à ces chiffres, j'aimerais savoir si vraiment – pour m'exprimer sans ambages – le soldat suisse

– n'est pas de la chair à canon,

– n'est pas enrôlé dans une armée de pauvres,

– n'est pas jeté en pâture à l'Ogre du Kornhausplatz.

La question est politique, puisque c'est le pouvoir politique qui décide des moyens humains et matériels mis à disposition pour la défense.

Si on estime – ce qui est mon cas – qu'il y a quelque chose à corriger dans cette proportion entre ressources humaines et matérielles, on peut postuler soit une augmentation des dépenses, soit une diminution des effectifs.

Soyons réalistes et envisageons la réduction des effectifs et non l'accroissement des dépenses.

Maintenir les charges financières et diminuer le nombre de personnes appelées à servir, cela revient à augmenter les dépenses par soldat, donc à pouvoir mieux former, mieux équiper et mieux protéger chaque soldat.

Cela signifierait sans doute aussi les former autrement, les équiper autrement et les protéger autrement qu'aujourd'hui, ce qui impliquerait probablement une révision assez radicale de la conception actuelle de la défense.

Il fut un temps où l'on disait que la Suisse était le pays le plus riche du monde après le Koweït. Ce voisinage fait aujourd'hui frémir. Il justifie d'autant plus la question: les armes ou les âmes, une armée de riches ou de pauvres?

Ne faudrait-il pas, pour cette raison aussi, engager la discussion sur les avantages de l'armée professionnelle par rapport à l'armée de milice?

«Voulez-vous abolir l'armée?» Le souverain a clairement dit non, et cela – est-il besoin de le rappeler – au jour historiquement le plus favorable pour une réponse affirmative, quinze jours après la chute du Mur de Berlin et quelques semaines avant les bruits de bottes dans les pays baltes, la Yougoslavie et le Proche-Orient.

Maintenant, il faut réfléchir aux questions suivantes: quelle armée? et selon quelle stratégie?

Certes, chacun n'est pas compétent pour se mêler à la discussion. Mais chacun a le droit d'être informé.

Le congé du samedi n'est pas précisément ce que je considérerais comme étant une réponse satisfaisante...

3 L'armée de l'ombre

Comme la naissance et la mort se sont progressivement retirées dans les hôpitaux pendant ce dernier demi-siècle, l'armée s'est peu à peu retirée dans les casernes depuis la réforme Oswald.

Elle s'est retirée pour de nombreuses raisons tout à fait louables en elles-mêmes, mais dont certains effets secondaires n'étaient pas nécessairement calculés, ni souhaitables. C'est à ces effets secondaires que je vous propose de consacrer le troisième volet de notre question initiale.

L'armée s'est retirée dans les casernes pour répondre à la fois à un souci de discrétion, d'efficacité et de protection de l'environnement.

Deux exemples:

– les avions militaires importunaient l'aviation civile et les oreilles de la population, on a donc remplacé une partie importante des heures de vol par du travail avec les simulateurs;

– les chars encombraient la circulation et endommageaient routes et champs, on a donc aussi remplacé leurs exercices sur le terrain par des simulations en salle.

Cela était très bien.

On a fait mieux.

Non seulement les exercices militaires se font de plus en plus à l'intérieur des casernes, mais les casernes elles-mêmes ont déserté les villes. Il est vrai que les colonnes de soldats, à pied, à bicyclette ou en voiture, pouvaient représenter autant d'entraves au stress bien-aimé du citadin...

Les casernes à la campagne, entourées pudiquement d'arbres pour troubler le moins possible les rêveries des promeneurs solitaires, engendrent un nouveau problème: l'accès y est compliqué et prend du temps. Par conséquent, les militaires choisissent un moyen de transport individuel pour s'y rendre.

Vous voyez la débandade: plus de militaires ni dans les rues, ni sur les routes – ni dans les champs, ni dans les bistrots – ni dans les gares, ni dans les trains, ni dans les tramways...

Ajoutez à cela l'autorisation de mettre des habits civils en congé: plus de militaires ni à l'église, ni au cinéma, ni aux fêtes de famille...

Conséquence? Loin des yeux – loin du cœur! Finis les énervements, finies les discussions, mais finis aussi le contact, le dialogue, la verrée entre civils et militaires, finie l'identification...

Par sa discrétion même, l'armée de milice a adopté un comportement d'armée professionnelle dont les effets sont déjà perceptibles: d'aucuns parlent de l'armée comme d'un corps étranger, et non pas comme une des facettes de la vie du citoyen.

Je ne vois pas comment faire marche arrière, aussi

peu que je vois la naissance et la mort «rentrer à la maison».

Mais les faits sont là, et on ose de moins en moins demander si les militaires suisses sont encore dans la population comme des poissons dans l'eau.

Il me semble que, de ce point de vue aussi, il serait temps d'engager la discussion, le dialogue car, de la discrétion à la honte, il n'y a qu'un pas – un pas qui aurait des conséquences désastreuses.

Il existe des pays sans armée, comme le Costa Rica. Il existe des pays faiblement armés, comme le Koweït et le Liban l'étaient. Et il existe des pays fortement armés, comme Israël. Puis il y a tous ceux qui se situent quelque part entre les extrêmes, dont la Suisse.

L'histoire a donné raison ou tort au choix de certains, tandis que d'autres n'ont pas dû mettre leur choix à l'épreuve, dont la Suisse.

Pour reprendre l'image de l'assurance collective, on ne peut pas demander le remboursement, total ou partiel, d'une assurance, sous prétexte de ne pas avoir épuisé toutes ses prestations.

Par contre, il est légitime de revoir à intervalles réguliers ses contrats et de les adapter au vu des expériences faites, bien qu'on ne supprimera pas une assurance responsabilité civile parce que les enfants ont été sages pendant quelques jours. Les adaptations se feront en fonction du long terme.

Mais même si un contrat d'assurance était adapté à la baisse, serait-ce une raison pour le cacher? Serait-ce une honte?

Une fois de plus, ce pays horloger pèche par perfectionnisme. Il n'assume pas ses fautes, ses contradictions, ses évolutions. Il voudrait tout toujours et partout en harmonie parfaite.

Mais nous savons que l'être humain n'est pas parfait, qu'il ne peut donc créer ni un Etat parfait ni une armée parfaite... ni un monde parfait où il n'y aurait même pas besoin de savoir ce qu'est une armée!

Peut-être y a-t-il encore autre chose dans ce malaise face à l'Etat et à sa défense que nous observons, surtout outre-Sarine. C'est ce rêve romantique typiquement allemand de chercher le paradis sur terre, ici et maintenant. Sans doute Max Frisch y a-t-il succombé, raison pour laquelle il a porté un jugement si impitoyable sur la Suisse. Lorsque des envieux ou des petits-bourgeois sans envergure l'insultaient dans des lettres anonymes à propos de son *Jonas*, il était incapable de replacer ces attaques dans de justes proportions.

Friedrich Dürrenmatt par contre, avec son éducation protestante et son sens des dimensions cosmiques, considérait les imperfections du monde et des hommes de manière plus indulgente et moins pathétique, raison pour laquelle ses analyses sont plus perspicaces, plus provocatrices aussi, pensons à son image de la prison dans son discours à Havel. Mais elles ne proposent pas de recette au niveau politique, comme il se doit de la part d'un philosophe.

Espérons que quelque chercheur épris d'objectivité prendra le temps d'analyser les rapports de l'un et l'autre avec l'armée, car nous n'en avons pas le loisir aujourd'hui. Il n'en ressortirait rien de banal, loin de là!

Il y a encore tout autre chose. Le retrait de l'armée dans les casernes soulève un autre problème:

Les milieux féministes pacifistes ont vivement réagi aux propositions concernant la participation de la femme à la défense générale. Ils y voyaient la militarisation totale de la société en général et de la femme en particulier et criaient au scandale.

Il me semble que, dans cette interprétation, il y a confusion entre certains termes:

– d'une part, le retrait progressif de l'armée à la campagne marque justement un développement inverse, une démilitarisation de l'espace public;

– d'autre part, l'adage selon lequel une personne avertie en vaut deux n'a rien perdu de sa pertinence dans un monde où les conflits touchent de plus en plus directement la population civile, et où les catastrophes écologiques, accidentelles ou intentionnelles, de plus en plus menaçantes, ne font pas de différence entre victimes militaires et civiles.

La «maîtrise de situations extraordinaires», pour utiliser cet euphémisme découvert dans la littérature militaire, est moins que jamais l'affaire des seuls militaires. Les images en provenance du Proche-Orient avec les scènes de masques à gaz et de puits de pétrole en feu devraient avoir éliminé le moindre doute à ce sujet, sans parler des catastrophes écologiques subies ou pro-

voquées dans notre propre pays...

Je ne vois donc pas la défense générale comme une militarisation de la société. Ce n'est pas la société qui se militarise, mais la sécurité de la population qui se présente sous des aspects de plus en plus complexes, de sorte qu'il n'est plus toujours possible de dire ce qui est de l'armée et ce qui ne l'est pas.

Les troupes territoriales sont d'ailleurs là pour en témoigner.

Alors, pourquoi l'armée se retire-t-elle dans ses casernes, au lieu de chercher une meilleure symbiose avec ceux-là mêmes qu'elle a mission de protéger?

Conclusion

Autant les réflexions sur l'évolution de la société («la défense en marge du temps») que celles sur la proportion entre ressources humaines et matérielles («l'armée de l'ogre») nous menaient tout droit vers l'affirmation que l'armée de milice avait vécu et qu'il fallait penser la transformer en armée professionnelle.

L'uniforme militaire disparaissant progressivement des lieux publics («l'armée de l'ombre») renforçait cette idée.

Mais la conclusion serait hâtive, car la sécurité de la population est un problème dont la complexité est proportionnelle à la complexité du monde moderne.

Une lapalissade, me direz-vous, puisque la globalité est le mot de passe de cette fin de siècle, qui doit apprendre à aborder les problèmes de manière interdisciplinaire et contextuelle pour avoir une quelconque chance de les résoudre.

Mais cela implique que des spécialistes hautement qualifiés collaborent dans tous les domaines avec des généralistes capables de voir les choses globalement.

Qu'est-ce que cela signifie en termes de sécurité?

Que l'avantage de l'armée de milice par rapport à l'armée professionnelle est peut-être précisément de disposer de généralistes, capables d'originalité dans leurs analyses. Le mot à la mode dans ce contexte: la créativité.

Que l'armée de milice, réunissant tous les milieux, toutes les professions et toutes les sensibilités de la population, possède peut-être précisément ces compétences multiples indispensables aux approches globales – pour autant que ces compétences multiples soient effectivement mises en valeur... Ce qui pourrait d'ailleurs motiver le milicien dans son service...

Nous sommes partis de la question: «L'armée de milice a-t-elle encore sa raison d'être?»

Ce n'est pas sans formuler quelques conditions que je peux répondre oui, à savoir:

– que les soldats – hommes et femmes – soient suffisamment protégés, équipés et formés pour échapper à l'ogre tout en remplissant leur mission,

– que les soldats – hommes et femmes – trouvent une compensation satisfaisante à leur engagement,

– qu'ils n'aient pas honte de porter un uniforme symbole de service et de protection, non de violence ni d'agression. Cela exige une pédagogie de la confiance et non de la défiance, comprenant aussi des notions de recherche en matière de conflits et de paix.

Mais il y a un argument plus décisif que la complexité du monde actuel pour plaider en faveur d'une armée de milice: c'est moi qui suis responsable de ma santé, et non mon médecin. De même, en démocratie, c'est le souverain qui est responsable de sa sécurité, et non un groupe de spécialistes.

La démocratie s'use si l'on ne s'en sert pas... Depuis le 26 novembre 1989, nous savons que nous voulons une armée. N'en restons pas là et discutons du type d'armée que nous voulons.

La liberté de parole aussi s'use si l'on ne s'en sert pas.

Monsieur le Divisionnaire, j'espère ne pas avoir abusé de celle que vous m'avez donnée.

Je vous remercie, Mesdames et Messieurs, de votre attention. M.-P. W.-K.

La rédaction de la Revue Militaire Suisse remercie Mme Walliser-Klunge d'avoir bien voulu autoriser la publication de son message dans ces colonnes.